

« L'Allemagne a fortement évolué durant la crise » par António Vitorino, Président de Notre Europe

Traduction de la préface du Paper publié par EPIN « [Germany as viewed by other EU member states](#) » (L'Allemagne vue par les autres États membres de l'UE).

Lorsque j'étais membre de la Commission européenne entre 1999 et 2004, j'ai clairement vu l'évolution du rôle de l'Allemagne au sein de l'UE. À cette époque, l'Allemagne vivait une sorte de « normalisation » : Gerhard Schröder était le premier Chancelier à être né après la Seconde guerre mondiale et il osait affirmer que l'Allemagne avait ses propres intérêts nationaux, qui n'étaient pas nécessairement conformes aux intérêts européens. La « puissance allemande » était de retour.

Je me souviens également que, durant les négociations du traité de Nice en décembre 2000, l'Allemagne a réussi à imposer aux autres États membres, et notamment à la France, un « décrochage », qui lui permettait d'augmenter le nombre de ses députés européens, conformément à son statut de pays le plus peuplé. L'Allemagne a aussi maintenu une ligne dure de négociations sur le cadre financier pluriannuel 2007-2013. Enfin, l'Allemagne a joué un rôle important dans l'élargissement de l'UE de 2004-2007 aux pays d'Europe centrale et orientale, ce qui était conforme à ses intérêts dans la région.

En tant que commissaire, j'ai aussi fait l'expérience du système politique allemand et de son impact potentiel sur les affaires européennes. Alors que le Conseil de l'UE réunissait 15 ministres européens, je me suis rendu plusieurs fois en Allemagne pour rencontrer les ministres en charge de la Justice et des Affaires intérieures de chacun des 16 *Länder*. Les principes de la subsidiarité et du partage des compétences sont bien plus connus en Allemagne qu'au niveau de l'UE.

J'ai eu la chance de représenter la Commission, avec Michel Barnier, lors de la Convention sur l'avenir de l'Europe en 2001-2002, et je me souviens très bien comment les représentants allemands ont essayé d'accorder d'avantage de poids à ces deux principes au sein du nouveau cadre de l'UE. Leur souhait d'adopter un catalogue de compétences a été rejeté mais, pour ce qui concerne les « compétences partagées », ils ont obtenu une définition plus claire du contenu des interventions européennes.

En tant que citoyen portugais, mon expérience de la gestion de la crise de dettes souveraines par l'Allemagne peut sembler légèrement différente. En effet, le gouvernement allemand a été très critique à l'égard de plusieurs autres États membres, dont le mien. Mais il faut être conscient de la très forte évolution de la position allemande sur l'aide financière et la gouvernance économique durant la crise grecque et au-delà. En effet, durant la Convention, l'Allemagne était largement opposée ne serait-ce qu'à aborder la question de ce que pourrait être la gouvernance économique au niveau de l'UE. Dix ans plus tard, c'est l'Allemagne qui a pris l'initiative de promouvoir un cadre juridique fondé sur la discipline budgétaire. Cela est peut-être insuffisant en termes de coordination des politiques économiques nationales pour lutter contre les déséquilibres de compétitivité, mais cela reste néanmoins une très forte évolution.

Le problème de l'Allemagne n'est pas tant qu'elle a généralement raison sur la nécessité d'une discipline budgétaire, mais qu'elle doit apprendre comment avoir raison, et c'est là la principale difficulté à gérer d'un point de vue politique. « L'ordolibéralisme » allemand appelle la rigueur, l'austérité et des mesures de consolidation budgétaire, mais la croissance économique constitue également une nécessité pour rassurer les marchés et minimiser les effets négatifs de la récession. Les responsables allemands ont fini par le comprendre, comme en témoigne le « pacte de rédemption » proposé par les « Cinq Sages » ainsi que les récentes déclarations publiques sur l'inflation dans la zone euro et sur l'évolution de la demande intérieure allemande.

Dans une certaine mesure, on peut dire que Berlin impose de plus en plus ses préférences économiques aux autres membres de la zone euro. Mais si nous connaissions le même succès économique, ne serions-nous pas tentés nous aussi de persuader les autres des mérites de nos propres méthodes ?

En tant que Président de *Notre Europe*, un institut ayant une véritable vision pan-européenne, je voudrais souligner qu'il ne fait aucun doute que l'Allemagne souhaite rester fortement ancrée au projet européen. Les déclarations de la chancelière Merkel sont très claires à cet égard, et elle appelle même à davantage d'intégration, comme en témoignent les résolutions adoptées lors du dernier congrès de la CDU et bon nombre de ses récents discours.

L'Allemagne fait actuellement l'expérience d'un « moment unipolaire » en Europe : en Allemagne, le gouvernement et l'administration ne sont toutefois pas très à l'aise avec cette situation qui peut être dangereuse pour la cohésion et la cohérence du projet européen. En politique étrangère comme dans le domaine économique, l'Allemagne peut exercer un *leadership* décisif dans l'UE, mais il faut qu'elle le souhaite. Tous les autres États membres reconnaissent *de facto* à l'Allemagne une position de *leadership*, mais elle est souvent réticente à en assumer toutes les conséquences. De plus, l'Allemagne doit veiller à ne pas tourner le dos à ses partenaires européens lorsqu'elle recourt à des moyens économiques pour poursuivre des fins de politique étrangère.

Le grand intérêt de cette publication du réseau EPIN sur « L'Allemagne vue par les autres États membres » tient à la présentation des attitudes des différents États membres à l'égard de l'Allemagne. Elle permet aux lecteurs de tirer plusieurs conclusions intéressantes et offre la possibilité de classer les pays européens en plusieurs catégories.

D'un côté, de nombreux pays du Nord et de l'Est de l'Europe sont plutôt favorables à l'attitude allemande durant la crise. Ces pays tendent à être très liés à l'Allemagne sur le plan économique et/ou partagent des normes culturelles très similaires. De nombreux pays d'Europe de l'Est se rappellent aussi le rôle clé joué par l'Allemagne en faveur de l'élargissement après la fin du communisme.

De l'autre côté, les pays du Sud de l'Europe sont plutôt critiques de l'attitude allemande. Ils expriment parfois de très fortes critiques, comme par exemple en Grèce où « L'Allemagne est synonyme de 'diable' et responsable de la tragédie grecque ». Ces pays ont été très affectés par la crise et n'ont pas accepté ce qui était perçu comme un manque de solidarité allemande durant certains moments de la crise de la zone euro.

Enfin, je pense qu'il est intéressant de noter le cas de la France, pas seulement en raison des relations spéciales entre les deux pays mais aussi parce qu'on dit souvent que si l'Allemagne et la France peuvent se mettre d'accord, alors tous les pays pourront le faire.

Contrairement à l'Allemagne, la France est culturellement proche des pays du Sud de l'Europe à plusieurs titres. Mais les deux pays ont besoin l'un de l'autre : l'Allemagne a besoin de la France pour légitimer ses décisions, alors que la France a besoin de l'Allemagne pour continuer à jouer un rôle clé dans les affaires européennes. Le couple « Merkozy » a été fortement critiqué : il a essayé de trouver des solutions pour résoudre la crise mais il aurait été bien plus sage s'il avait été plus ouvert aux autres pays de l'UE et s'il avait davantage prêté attention aux institutions européennes.

Le nouveau président français François Hollande est tout à fait conscient de l'importance de la relation franco-allemande et a mis un point d'honneur à se rendre en Allemagne pour sa première visite officielle en tant que président afin de rencontrer la chancelière Merkel. Même s'ils ne semblent pas avoir les mêmes priorités (austérité ou croissance ?), ils tendent tous deux à être prêts à trouver un consensus. Cela pourrait être très utile pour résoudre la crise qui sévit encore dans la zone euro, d'autant plus que le président Hollande insiste aussi sur l'inclusion des institutions européennes et des autres États membres, ce qui me réjouit. Au-delà de la crise économique et financière, l'UE souffre aussi d'une crise de confiance et l'Allemagne continue à avoir un rôle majeur à jouer pour la résoudre.